

Plusieurs ONG, dont RFS continuent à réclamer la libération de l'ancien DG de la CRTV, Amadou Vamouké.

L'ONG française RSF a saisi à cet effet le Groupe de travail de l'ONU sur la « détention arbitraire » d' Amadou Vamouké, appelé à comparaître après 20 renvois consécutifs.

« *Trois ans d'emprisonnement illégal et de torture morale pour Amadou Vamouké* » a dénoncé dans un communiqué RSF.

« *Après trois ans derrière les barreaux sans avoir été condamné, le caractère arbitraire de la détention ne fait aucun doute. Il est essentiel qu'il soit reconnu par l'ONU afin d'accentuer la pression sur les autorités camerounaises pour obtenir sa libération* », a déclaré Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF, ajoutant que, l'accusation n'a fourni ni preuves ni témoins pour soutenir des allégations.

Le natif de Mayo Danay dans la région de l'Extrême-Nord est détenu depuis le 29 Juillet 2016 pour une affaire de détournement d'un montant d'environ 3 milliards de Franc CFA représentant le déficit du « report de trésorerie » à son arrivée à la tête de la CRTV en janvier 2005.

Plusieurs autres organisations sont également montées au créneau pour dénoncer cette « injustice », il s'agit du réseau de défense des droits de l'Homme en Afrique centrale (REDHAC) et l'Union de la presse francophone (UPF) qui estiment que cette procédure judiciaire ressemble bien à un « acharnement », à vouloir démontrer sa culpabilité malgré l'absence de faits